



Changement climatique : juillet 2023 est le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre

Changement climatique : juillet 2023 est le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre La température mondiale a atteint une moyenne de 16,9 degrés celsius le mois dernier, dépassant de presque un demi-degré son record de juillet 2019, selon les données du service européen Copernicus. Un nouveau plus haut qui pourrait avoir des « conséquences désastreuses » selon l'organisme. Triste record pour le monde : juillet 2023 est officiellement le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre, a confirmé ce mardi l'observatoire européen Copernicus, détaillant des données qui affolent tous les compteurs. Le mois dernier, marqué par des canicules et des incendies à travers le monde, a atteint 16,96 degrés celsius, 0,33 degré de plus que le mois de juillet 2019 qui détenait jusqu'à présent le record de 16,63 degrés en moyenne. La température de l'air a aussi été 0,72 degré plus chaude que la moyenne (1991-2020) pour juillet, a indiqué Copernicus dans son bulletin. Les océans témoignent également de cette évolution inquiétante, avec des températures de surface anormalement élevées depuis avril et des niveaux inédits en juillet. Un record absolu a été ainsi atteint le 30 juillet avec 20,96 degrés et pour l'ensemble du mois, la température de surface a été 0,51 degré au-dessus de la moyenne (1991-2020). Au final, la température moyenne du mois de juillet de cette année se situe 1,5 degré au-dessus du niveau préindustriel, ce qui était pourtant la limite fixée par les Accords de Paris. D'autant que l'année 2023 n'a peut-être pas fini de battre des records. « On s'attend à une fin d'année relativement chaude

pour 2023 en raison du développement du phénomène El Niño », rappelle Copernicus. Pour Julien Nicolas, scientifique à l'observatoire « nous avons atteint cette limite (de 1,5 degrés) de façon provisoire, mais il faut bien réaliser que nous approchons des niveaux de réchauffement en dessous desquels il faut absolument rester pour éviter les conséquences les plus extrêmes du réchauffement climatique », a-t-il expliqué à France Inter, ce mardi. Des « conséquences désastreuses » déjà visibles. En juillet dernier, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'était ému de ce constat, estimant que l'humanité avait quitté l'ère du réchauffement climatique pour entrer dans celle de « l'ébullition mondiale ». Et pour cause, « ces records ont des conséquences désastreuses pour les personnes et pour la planète, exposée à des événements extrêmes plus fréquents et plus intenses », a souligné Samantha Burgess, directrice adjointe du service européen Copernicus sur le changement climatique (C3S). Des événements particulièrement visibles en Grèce, cet été, où une partie du territoire a été ravagée par les flammes, de même qu'au Canada, par ailleurs victime de terribles inondations, mais aussi en Europe du Sud, Afrique du Nord, au sud des Etats-Unis et dans une partie de la Chine, victimes d'une chaleur écrasante. Le réseau scientifique World Weather Attribution (WWA) a déjà conclu que les récentes canicules en Europe et aux Etats-Unis auraient été « quasiment impossibles » sans l'effet de l'activité humaine. Copernicus indique aussi que la banquise de l'Antarctique a atteint sa plus faible étendue pour un mois de juillet depuis le début des observations par satellite, à 15% sous la moyenne pour ce mois. Un monde inassurable ? Ces phénomènes inquiètent du côté des assureurs. En 2015 déjà, Henri de Castrie, le PDG d'Axa affirmait qu'« une augmentation de 2 degrés de la température moyenne dans le monde peut encore être assurable, mais ce qui est certain, c'est qu'une hausse de 4 degrés ne l'est pas ». Plus récemment, à l'occasion des rencontres économiques d'Aix-en-Provence, début juillet, Pascal Demurger, directeur général de la MAIF, a tiré la sonnette d'alarme concernant « certaines zones particulièrement exposées dans lesquels l'environnement d'assurances est particulièrement exposé ». Et notamment les zones côtières soumises à des risques de submersion à cause du changement climatique et de la fonte des glaces. « Si on laisse le marché des assureurs à la libre concurrence, certains vont se retirer de ces zones, et progressivement la charge va peser sur les assureurs restants qui devraient alors partir et donc 10-15% des Français ne seraient plus assurés ce qui est impossible », a prévenu l'assureur. Autant de dangers qui amènent les entreprises et les politiques du monde à un même constat : « cela montre l'urgence à accomplir des efforts ambitieux pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre, qui sont la cause principale de ces records », conclut Samantha Burgess. Le 08/08/2023 Source web par : latribune